

SYNTHESE DEBAT

INVESTIR DANS LES SOLIDARITES

POUR CONSTRUIRE UNE SOCIETE INCLUSIVE

Dimanche 19 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

Animatrice : Béatrice Delpech (CPCA)

Intervenants : Docteur Didier Menard, Jean-Michel David (FAPIL), Docteur Jean-Martin Cohen Solal (Mutualité Française), Nicole Maestracci (FNARS), Bernard Devert (Habitat & Humanisme), Luc Belval (E2i), Marc Georgeon (Sol), Olivier Bernard (Médecins du Monde), Nicolas Sadoul (Ligue de l'enseignement), Martin Hirsch (Service Civique)

L'ESS n'est ni une économie d'assistés ni une économie de la réparation. En répondant à l'intérêt général, l'économie sociale et solidaire s'adresse « entre autre » aux personnes en situation d'exclusion, mais pas uniquement. Il est nécessaire d'aller à l'encontre des représentations qui feraient de l'ESS un secteur par et pour les pauvres ou destiné uniquement aux exclus.

ARCHITECTURE DU DEBAT

1 / Face à des besoins économiques et sociaux croissants quel accompagnement pour un accès aux droits

2/ Dans un contexte de dépenses publiques sous forte tension comment adapter les politiques aux évolutions incontournables de la société pour un investissement tourné vers l'intérêt général, permettant de réduire les inégalités et facteur de cohésion sociale ?

SOLIDARITES

1 / Face à des besoins économiques et sociaux croissants quel accompagnement pour un accès aux droits

Docteur Didier Menard, Jean-Michel David (FAPIL), Docteur Jean-Martin Cohen Solal (Mutualité Française), Nicole Maestracci (FNARS), Bernard Devert (Habitat & Humanisme)

Docteur Jean-Martin Cohen Solal (Mutualité Française)

On voit s'accroître aujourd'hui, dans les dépenses liées à la santé, le reste à charge pour les personnes en situation de précarité ; nous faisons face ici à une des contradictions majeures de la société d'aujourd'hui : alors même que nous soignons mieux, *les inégalités de santé se développent.*

Nous observons également que les actions de prévention profitent d'abord aux personnes les plus favorisées. Un enjeu pour demain : innover sur la prise en charge des soins ; il y aura certainement un travail important de conscientisation et de réflexion commune à faire auprès des mutuelles.

Dr Didier Ménard - Maison de la Santé des Francs Moisis

- La violence est présente :

- (i) dans l'économie populaire des quartiers, qui n'est pas très solidaire,
- (ii) pire encore dans l'économie libérale.

- Comment faire venir des jeunes médecins dans les quartiers pour qu'ils soient à la fois heureux d'y travailler et que la population les accepte ?
6 jeunes médecins sont attendus à partir du 11 octobre.

- Passer du soin à la santé, approche médico-psycho-sociale-culturelle, une concertation a été menée, ainsi qu'un diagnostic santé de la population desservie.

SOLIDARITES

- Dans le collectif de travail, apprendre à établir une coopération non hiérarchique.

- Adapter les pratiques en fonction des gens ; par exemple, pour la souffrance au travail on prescrit le syndicalisme plutôt que des anxiolytiques.

- Des activités complémentaires ont été mises en place, telles que de la musicothérapie.
- Un comité des habitants usagers citoyens a été constitué (CHUC) ; la salle d'attente comporte un café santé.

Nicole Maestracci (FNARS)

L'enjeu de demain est de ne pas demeurer dans des politiques alternatives, qui varient trop souvent au gré des remaniements politiques, mais de pérenniser des politiques publiques qui fonctionnent. La dernière loi contre les exclusions date de 98, elle doit être largement revue ; les personnes sont plus mobiles, les politiques publiques doivent être plus intégrées.

Enfin les politiques publiques doivent être évaluées sur les moyens en œuvre et non pas seulement sur les résultats, comme on le fait aujourd'hui. Les organisations doivent pouvoir bénéficier d'une plus grande liberté de moyens.

SYNTHESE DEBAT

INVESTIR DANS LES SOLIDARITES

POUR CONSTRUIRE UNE SOCIETE INCLUSIVE

Dimanche 19 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

Nicole Maestracci (FNARS)

Par ailleurs, nous ne pouvons plus continuer à parler d'une « catégorie d'exclus ».

Un autre enjeu : *développer l'information autour de l'accès aux droits* ; beaucoup de personnes (et pas seulement les plus précaires) ne connaissent pas leur droit, on voit bien depuis quelques années l'augmentation du non recours (CMU, RSA, DALO...).

Il existe des difficultés à généraliser ce qui marche. Il faudrait traduire les mécanismes qui marchent en politiques publiques, hors du ghetto des politiques alternatives.

Prenons l'exemple du DALO. *Il ne suffit pas d'une loi pour que les gens aient accès au Droit*. Il faut qu'elle puisse être appliquée. La bilan DALO est très mitigé, car on n'a pas mis en place la politique publique correspondante. Comment mettre en place un mode de gouvernance appropriée que le territoire.

SOLIDARITES

Richard Hasselman – Président de LIBR'ACTEURS

Richard Hasselman insiste sur la nécessité d'entendre les attentes des citoyens en proximité et en ce sens l'appel d'offre d'initiative citoyenne est un instrument à promouvoir. Les citoyens identifient un besoin, ils le formalisent, établissent un cahier des charges, et ensuite consultent des acteurs, publics, privés ou de l'ESS capables d'y répondre et à quel prix .

2 / Dans un contexte de dépenses publiques sous forte tension comment adapter les politiques aux évolutions incontournables de la société pour un investissement tourné vers l'intérêt général, permettant de réduire les inégalités et facteur de cohésion sociale ?

Martin Hirsh

Il existe *deux ou trois leviers* sur lesquels on a pu s'appuyer pour passer à plus grande échelle :

1. Des économistes réputés commencent à s'y intéresser, par exemple Esther Duflo et Eric Maurin. Mettre en place des systèmes permettant l'évaluation de l'efficacité des actions/activités menées dans l'ESS (ex : c. santé Grenoble ?).

2. Il existe des gens avec un haut professionnalisme qui ont envie de mettre de l'éthique dans leur travail. Quand on est pauvre, tout coûte cher. Il existe un impôt sur les pauvres qui rapporte 2 milliards d'euros.

Panorama des Etats généraux de l'ESS

17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris

Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

SOLIDARITES

3. L'idée des appels d'offres inversés est une bonne idée. Par exemple, on a lancé un AO concernant les soins gratuits aux jeunes et on n'a eu aucune réponse.

Nicolas Sadoul - Ligue de l'Enseignement

Il faut mettre en place des *espaces régionaux de concertation*.

Olivier Bernard (Médecins du Monde)

La santé est un des secteurs d'analyse des inégalités : le reste à charge, le refus des soins (40% dans le secteur II). Le dispositif d'accès aux soins des immigrés ne coûte pas plus cher que celui du droit commun. Pourtant, pour ces immigrés, l'effectivité des droits n'est pas garantie. L'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé ne marche pas (CMU 2000). Il faut exiger une vraie efficacité de la CMU et des droits.

Où sont les espaces d'innovation ? Par exemple: refus total de dialogue avec l'Etat pour les usagers de drogues, pour les soins des sans-papiers. Pourtant certaines politiques publiques marchent : la prise en charge du Sida a été une politique publique qui a bien fonctionné depuis 1980.

SYNTHESE DEBAT INVESTIR DANS LES SOLIDARITES POUR CONSTRUIRE UNE SOCIETE INCLUSIVE

Dimanche 19 juin 2011- Grand Auditorium du Palais Brongniart

Richard Hasselman

La solidarité va dans le sens de l'intérêt général, ce que le citoyen a vraiment envie de partager.

Cet élan doit être protégé par un statut particulier, dès l'instant où l'on peut mesurer la performance de l'initiative citoyenne. Le citoyen est lucide, il fait la distinction entre le souhaitable et le possible, et la blanche hermine de l'associatif, non lucratif et démocrate, couvre souvent des dérives auxquelles nous devons veiller.

RETROUVEZ L'ENSEMBLE
DES COMPTES-RENDUS DE
DEBATS SUR

[www.pouruneautreconomie.fr/
synthesesdebats](http://www.pouruneautreconomie.fr/synthesesdebats)

Panorama des Etats généraux de l'ESS

17, 18, 19 juin 2011 Palais Brongniart, Paris
Ce document est une synthèse non exhaustive du débat, et présente des extraits des riches échanges et propositions qui ont émergé

SOLIDARITES

ECHANGES AVEC LA SALLE

Questions :

UNIOPSS

Le contexte a changé depuis 25 ans ; c'est un problème de démocratie, qui marche mal, et de gouvernance. On n'a pas encore choisi entre déconcentration et décentralisation.

L'Etat ne prenant pas sa place, des lobbies poids lourds s'y substituent.

Quand on évalue l'insertion, il faudrait avoir des indicateurs qualitatifs en plus du quantitatif.

Réponses :

F. Maestracci

Aux Francs-Moisins, la population qui augmente c'est celle des familles constituées d'une femme seule avec des enfants. Elles empruntent pour payer les soins. Il faut trouver des modalités de financement adaptés.

Il faut renverser le processus des appels d'offres. C'est le terrain qui doit les formuler et les lancer, et ce sont les organismes qui sont invités à y répondre.

Ceux qui font le paysage de l'Ile-de-France, ce ne sont pas les habitants, ni même les pouvoirs publics, ce sont les promoteurs.

SOLIDARITES

IDEES FORTES

- S'assurer de l'efficacité des droits; concevoir et suivre un indicateur de non recours aux droits.
- Participation des personnes, des usagers. «Ce qui est fait pour moi, sans moi, est fait contre moi» (Nelson Mandela).
- Comment passer de micro-expériences à leur généralisation ? Cela pose le problème de la construction des politiques publiques. A commencer par des évaluations.
- Construire des approches intégrées et coordonnées dans les territoires.

